



Montreuil, le 02 juillet 2025

Canicule : Une mesurette pour une réalité brûlante

La Fédération de la Santé et de l'Action Sociale déclare : « *Nos Ministères ne se mobilisent pas pour garantir la continuité de nos services publics, de notre système de santé, du médico-social et du social en particulier auprès des plus fragiles, en dépit des conditions de chaleur intense.* »

Seulement les deux premières mesures du plan canicule sont applicables dans les secteurs de la santé, du médico-social et du social. Nous pouvons dire d'ores et déjà que le gouvernement et les ministères concernés n'ont tiré aucune leçon de la canicule de 2003 et de la crise du COVID.

Depuis, les services et les lits ont continué et continuent toujours à fermer (**sous Macron 43 000 lits ont été fermés** selon les chiffres de la DRESS en octobre 2024) (<https://sante.cgt.fr/Carte-des-fermetures-de-lits-et-services-menaces-2024>).

Depuis 2017, nous n'avons jamais fermé autant de lits dans notre pays, sous couvert de réorganisation de service, de pénurie de personnel ou de mauvaise gestion éloignant de ce fait de plus en plus les Français d'une prise en charge rapide et amenuisant leur chance d'être soignés.

Les chiffres sont accablants c'est **1 500 à 2 000 décès évitables** par an rien que pour les services d'urgences (sans canicule). Les personnes sont abandonnées sur des brancards pendant des heures comme le témoignent constamment nos collègues dans toute la France et notamment à l'hôpital de Brest avec « **le mur de la honte** ».

Ce sont **2 700 décès de bébés évitables** selon les services de néonatalogie, et les maternités continuent à fermer. Pas plus tard qu'hier, entendez bien, la direction de **la maternité des Lilas** a fait une annonce sèche aux salariés concernant **la fermeture de leurs établissements en septembre**. La liste est longue **dans les EPAHD, les maltraitances et les faux contrats continuent** sans aucune réaction des pouvoirs publics, la psychiatrie, la protection de l'enfance, la protection de la jeunesse judiciaire quels que soient les établissements publics ou privés, personne n'est épargné.

La Fédération déclare « Pas un seul jour sans une grève, une lutte, une mobilisation des salariés dans nos secteurs. À Laval, à Nantes, à Bourges, à Magny-en-Vexin, à Digne, à St Brieux, à Carhaix, à Bordeaux, à Auch, à Soissons, à Melle, à Montpellier et d'autres encore : (https://sante.cgt.fr/En-direct-des-luttes#pagination_articles).

Partout, la CGT appelle la population à se mobiliser aux côtés des salariés pour exiger des moyens supplémentaires et garantir leur droit à la santé.

Les élus de la fédération de la Santé et de l'Action Sociale nationales et départementales vont se réunir le 11 juillet pour décider d'un appel national pour tout notre secteur.